

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2021

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2020
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



PRÉSENTATION

PRESSE

PRÉSENTATION

DES PRINCIPAUX

CONSTATS



2021- RAPPORT ETAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

Tous les ans, le Secours Catholique présente les contours d'une pauvreté multiple et complexe qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui. Cette analyse de l'état de la pauvreté en France est menée grâce au recueil annuel des données remontées de ses **72 délégations**.

En 2020, au Secours Catholique-Caritas France, 61 300 bénévoles répartis dans près de 3 500 équipes ont accompagné **777 000 personnes rencontrées**. Ce sont 409 500 adultes et 367 500 enfants qui ont ainsi été accompagnés.

Le recueil d'informations annuel, réalisé via les fiches statistiques extraites d'un échantillon représentatif des dossiers d'accueil, concerne **38 800 ménages en 2020** et permet l'étude des situations de pauvreté des personnes rencontrées cette même année. La collecte des fiches statistiques se fait au cours d'une année complète et des premiers mois de la suivante.



la partie thématique : l'aide et l'accès à l'alimentation

En complément de ces statistiques annuelles, le Secours Catholique a mené au sein de son réseau **une seconde enquête qui apporte des éléments permettant de faire une analyse plus fine sur l'aide alimentaire et l'accès à l'alimentation.**

L'analyse se base donc sur deux sources de données : l'enquête annuelle et l'enquête spécifique auprès des ménages qui ont eu recours à l'aide alimentaire d'urgence au cours du premier confinement, de mars à mai 2020.



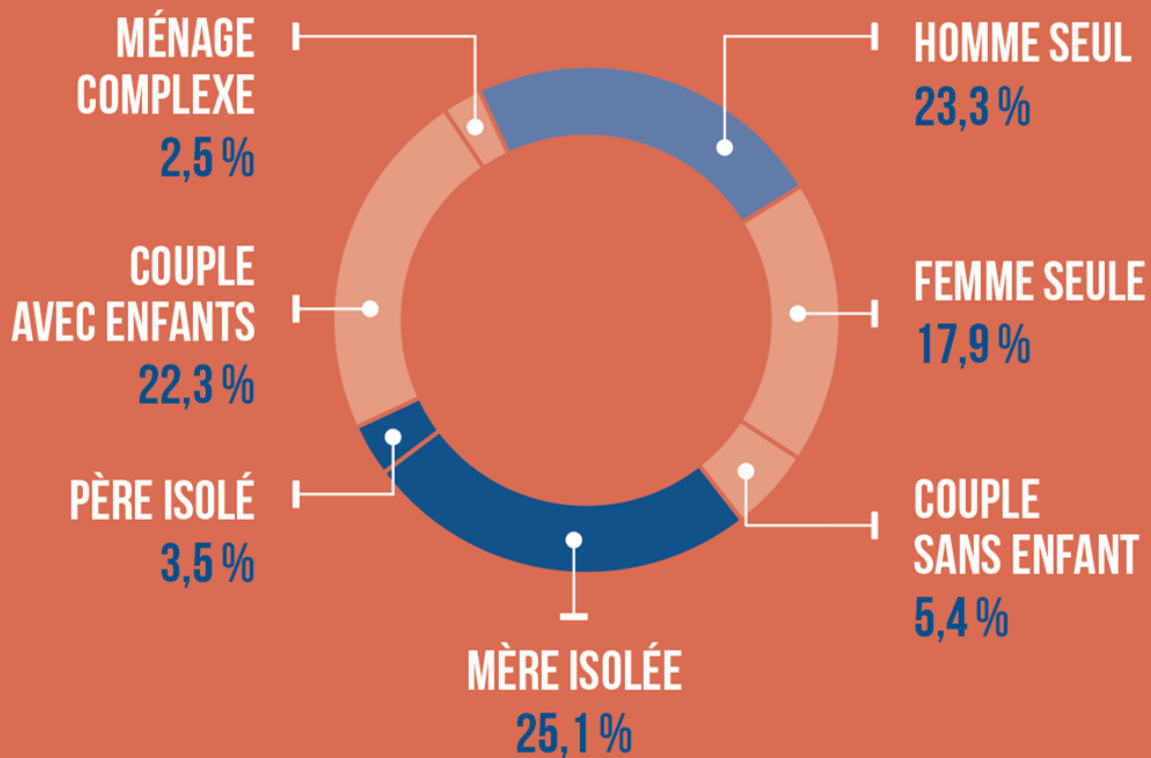
PROFIL GÉNÉRAL



Démographie : Une majorité de familles

La pauvreté frappe d'abord les jeunes actifs et leurs enfants.

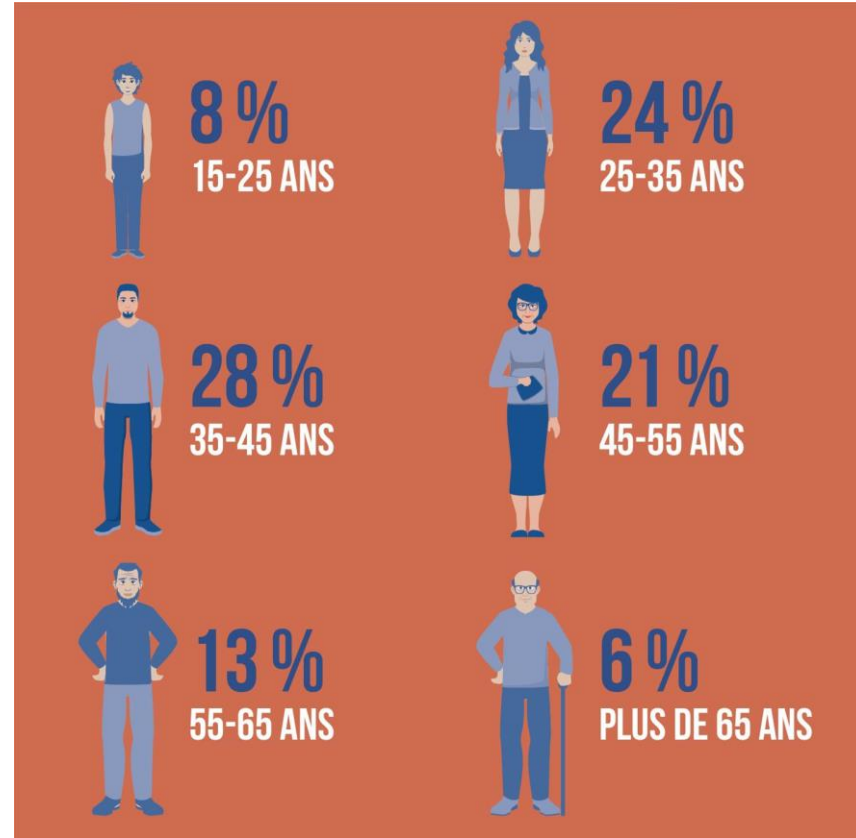
Les familles monoparentales représentent 29 % au Secours Catholique contre 9 % dans la population générale.





Démographie : Des personnes plus jeunes que dans la population générale

Au Secours Catholique, en comptant les enfants: 3 personnes sur 4 ont moins de 45 ans





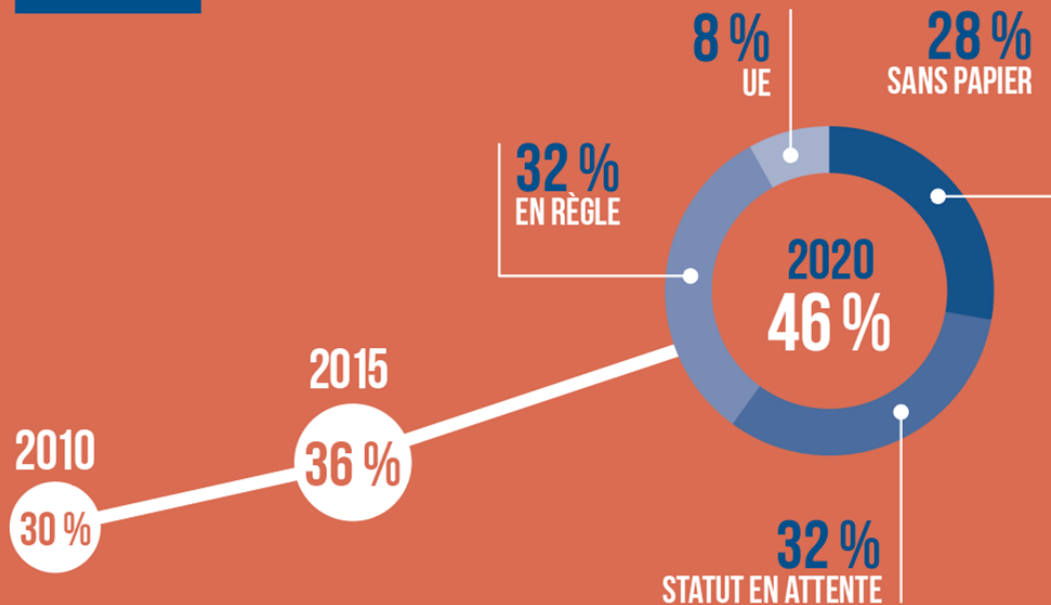
Démographie, une forte proportion d'étrangers au statut légal précaire

Près de la moitié des personnes rencontrées sont de nationalité étrangère

7 fois plus d'étrangers que dans la population générale

En 2020, baisse de la part de ménages en demande de régularisation de leur statut légal, augmentation de la part de sans-papiers

PART DES ÉTRANGERS ET STATUT LÉGAL EN 2020



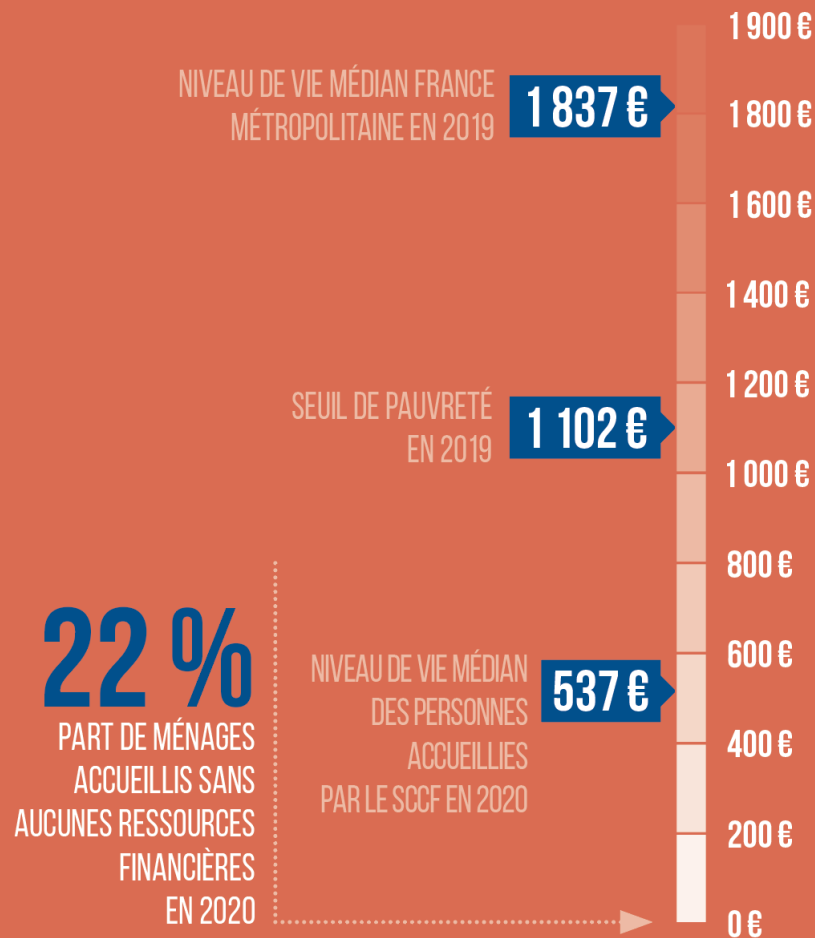


Niveau de vie

Un niveau de vie équivalent à la moitié du seuil de pauvreté

2/3 des ménages sous le seuil d'extrême pauvreté

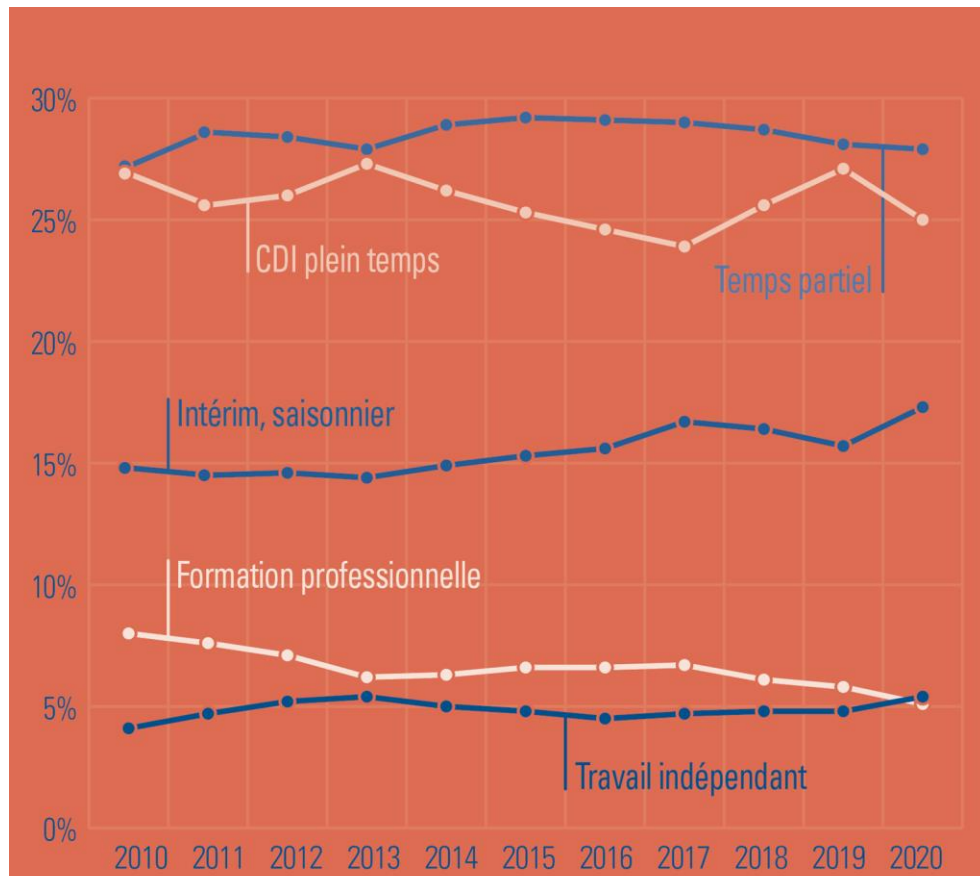
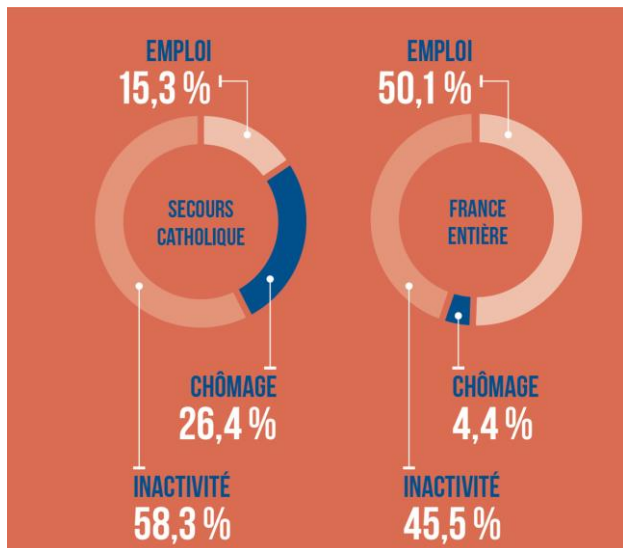
RESSOURCES MENSUELLES EN 2020





Personnes en emploi

Part stable en 2020. Augmentation de la part de personnes en intérim ou travail indépendant □ des emplois moins protégés par les filets de sécurité mis en place par le gouvernement.



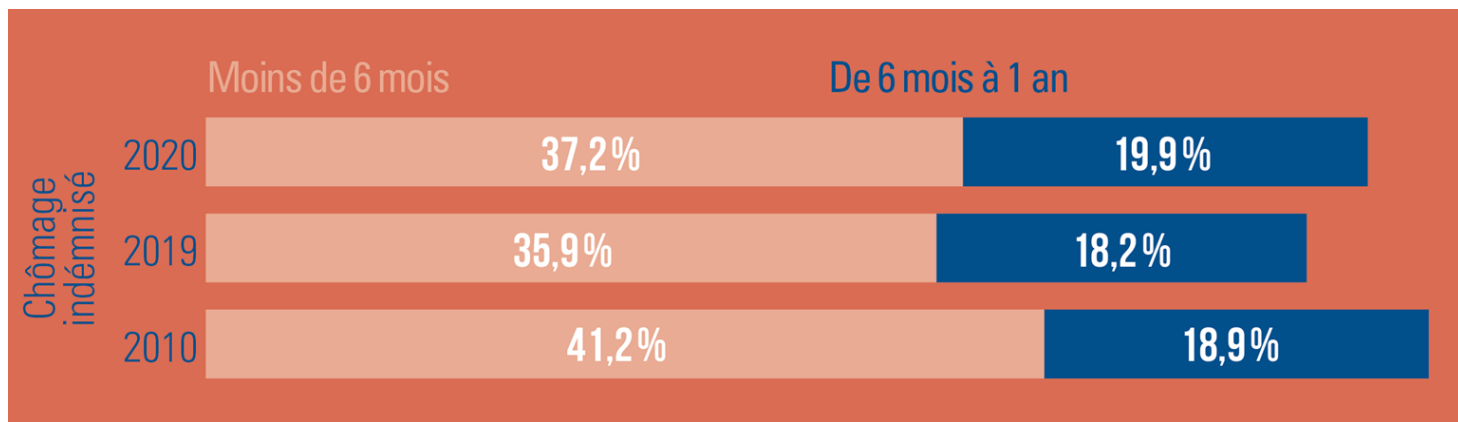


Chômage

Evolution à la baisse de la part de chômeurs non indemnisés depuis 2010 : passant de 1/3 à 1/4 des adultes

Une forte part de chômage indemnisé de longue durée, qui a augmenté durant la décennie.

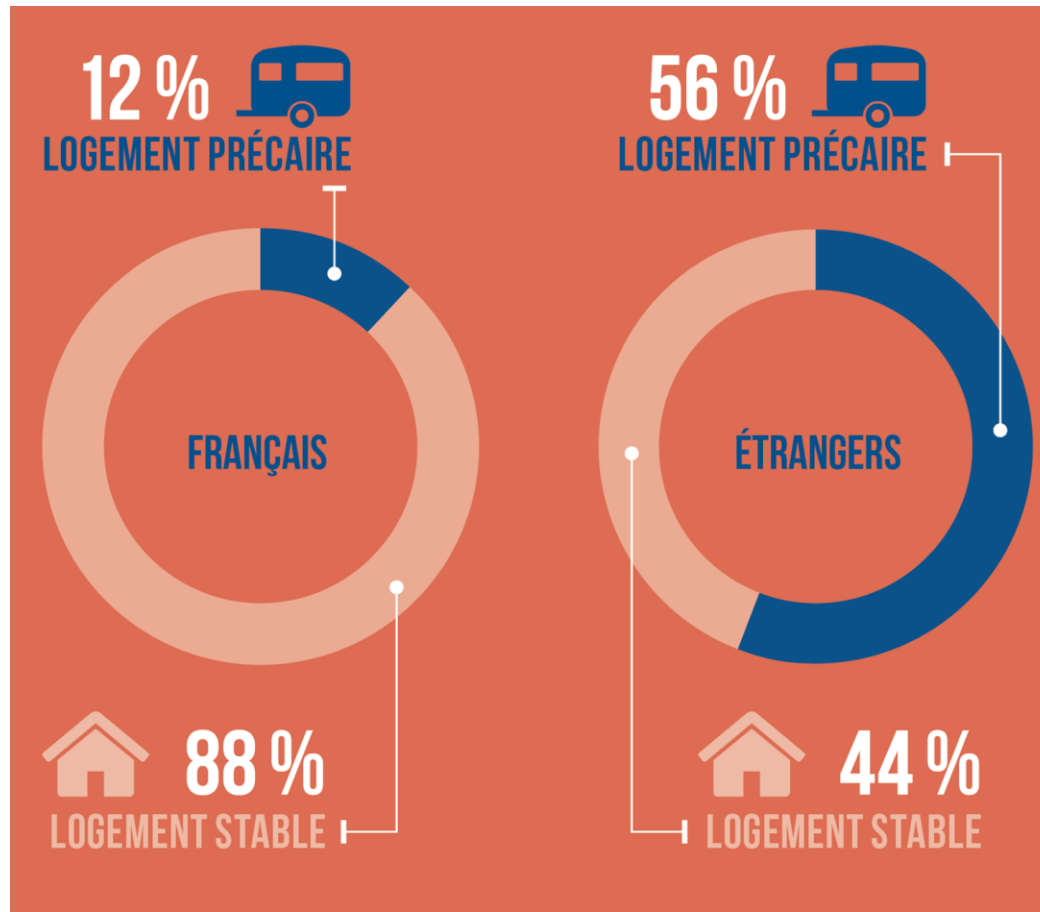
Mais en 2020: une augmentation de la part de chômeurs ayant récemment perdu leur emploi





Logement

Près du tiers (32%) des ménages rencontrés vivent en logement instable ou sans logement, et plus de la moitié des étrangers





Impayés très liés au logement

**46% des ménages
en situation d'impayés**

**Un montant d'impayés qui
augmente pour atteindre 777 €
en 2020 contre 756 € en 2019**



**LOYER, MENSUALITÉS
D'ACCESSION**

42 %



**GAZ, ÉLECTRICITÉ,
COMBUSTIBLES**

38 %



DÉCOUVERT BANCAIRE

19 %



EAU

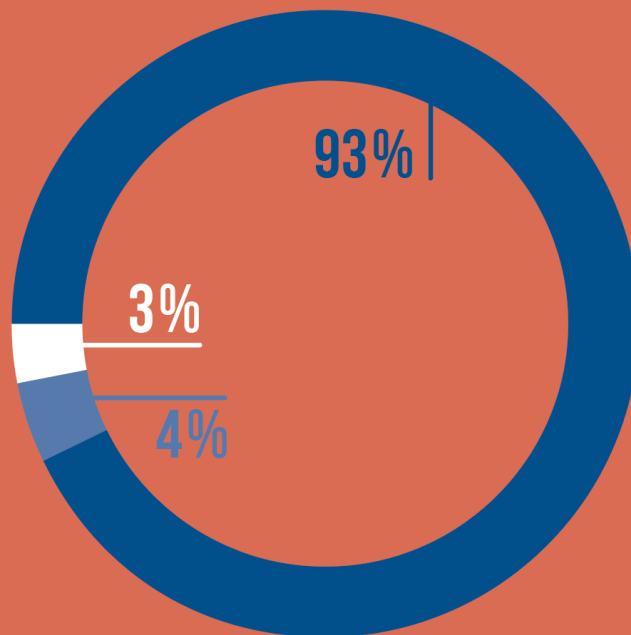
18 %



Peu de situations de surendettement

Moins d'un ménage sur dix dépose un dossier de surendettement.

Une part des ménages sont endettés, mais pas surendettés. Un niveau de vie même légèrement supérieur permettrait la réduction de l'endettement

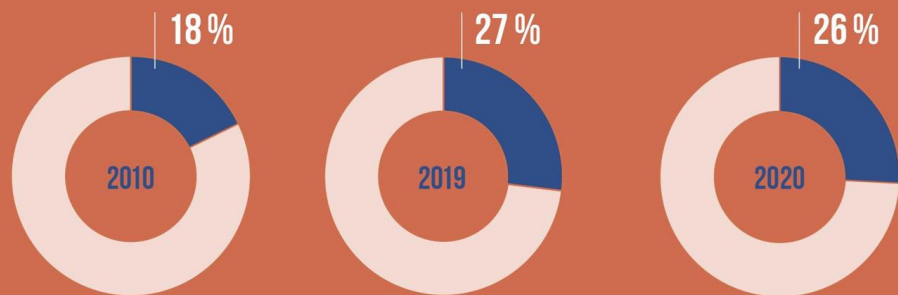


Pas de dossier
Dossier déposé
Dossier accepté

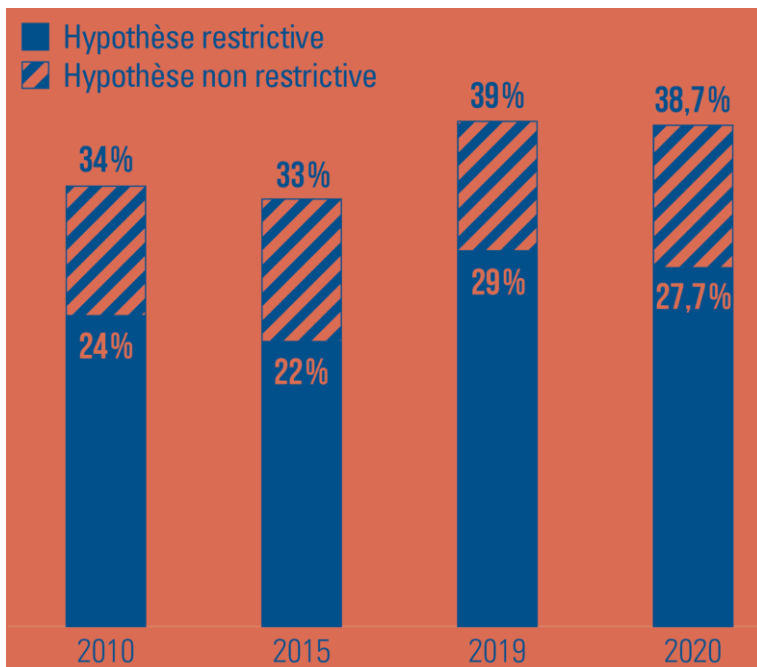


Non recours : aux allocations familiales et au RSA

Plus du ¼ des ménages éligibles ne perçoivent pas les allocations familiales, mais une légère inflexion en 2020



Le tiers des ménages éligibles ne perçoivent pas le RSA, mais une légère inflexion en 2020





Besoins exprimés

Le 1^{er} besoin reste celui d'écoute et accueil



Augmentation de la demande d'aide alimentaire en 2020: **+ 4 points**





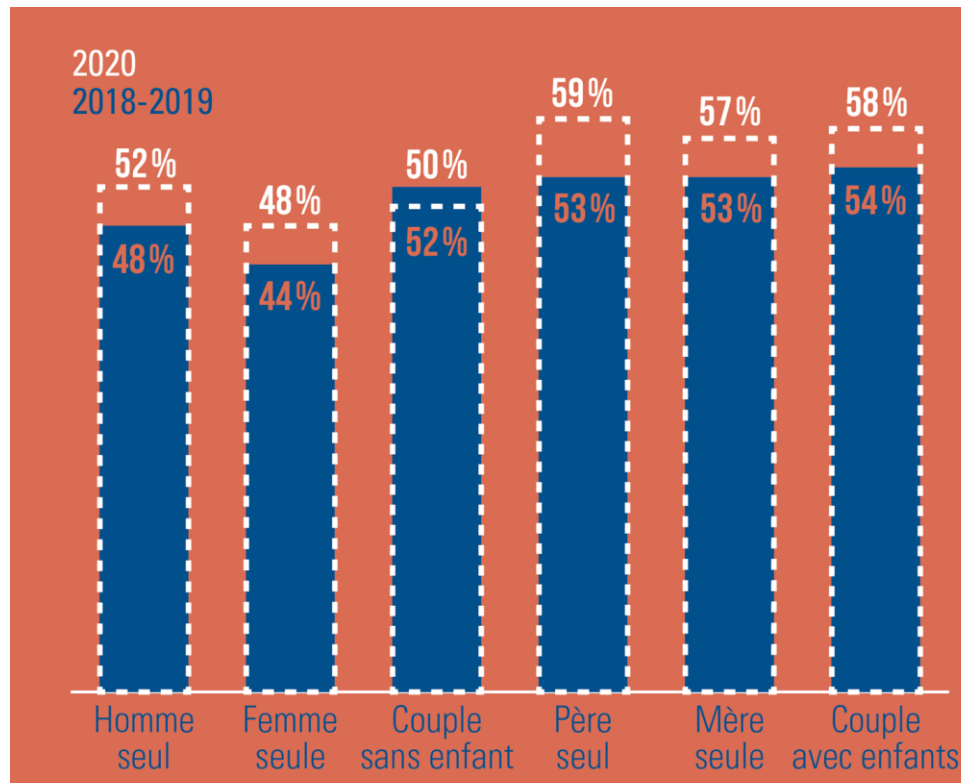
**AIDE ALIMENTAIRE
ET ACCÈS [REDACTED]
À L'ALIMENTATION**



Augmentation de la demande d'aide alimentaire plus marquée pour les ménages avec enfants

Augmentation pour presque tous les types de ménages et toutes les tranches d'âge plus marquée pour les ménages avec enfants

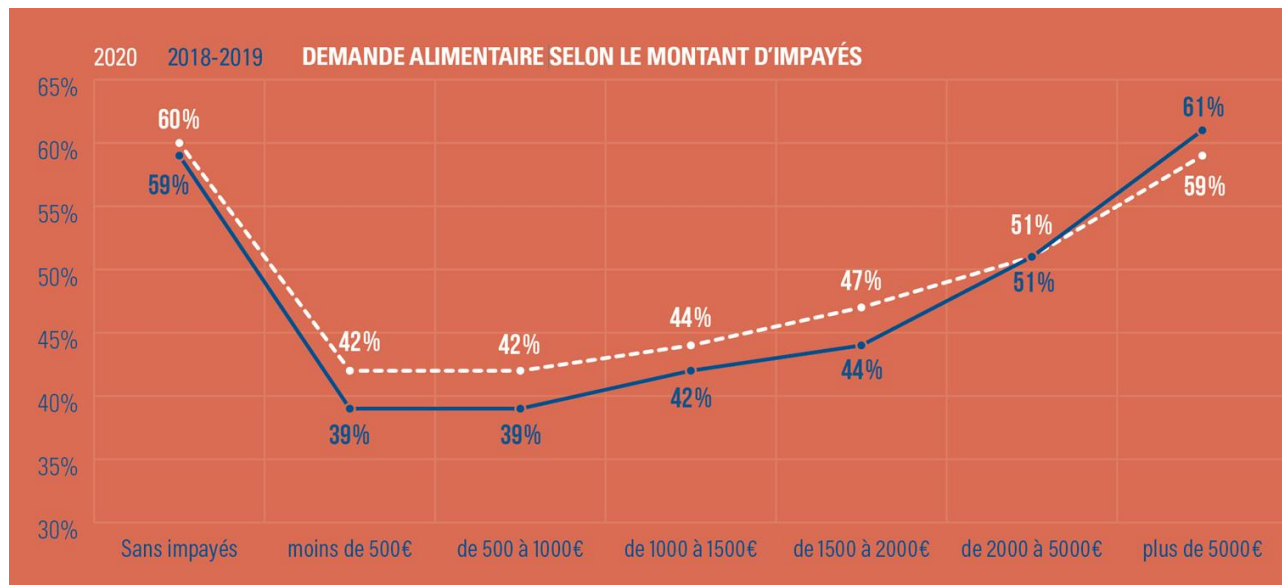
et pour les 15-25 ans: de 50% en 2019 à 56% en 2020





Deux profils de pauvreté ont recours à l'aide alimentaire

- Les ménages en situation de pauvreté extrême
- Les ménages dont la pauvreté monétaire est moins importante mais dont les budgets sont trop serrés pour faire face aux dépenses du quotidien





Enquête alimentaire

1088 ménages ont participé à l'enquête menée en 2021 répartis dans 12 départements français.

Questions sur 2020 et 2021: démographie, activité, conditions de vie + paysage alimentaire, insécurité alimentaire, préoccupation par rapport à la santé

57% ont demandé une aide alimentaire pour la 1^{ère} fois en 2020

70% des répondants ont des enfants

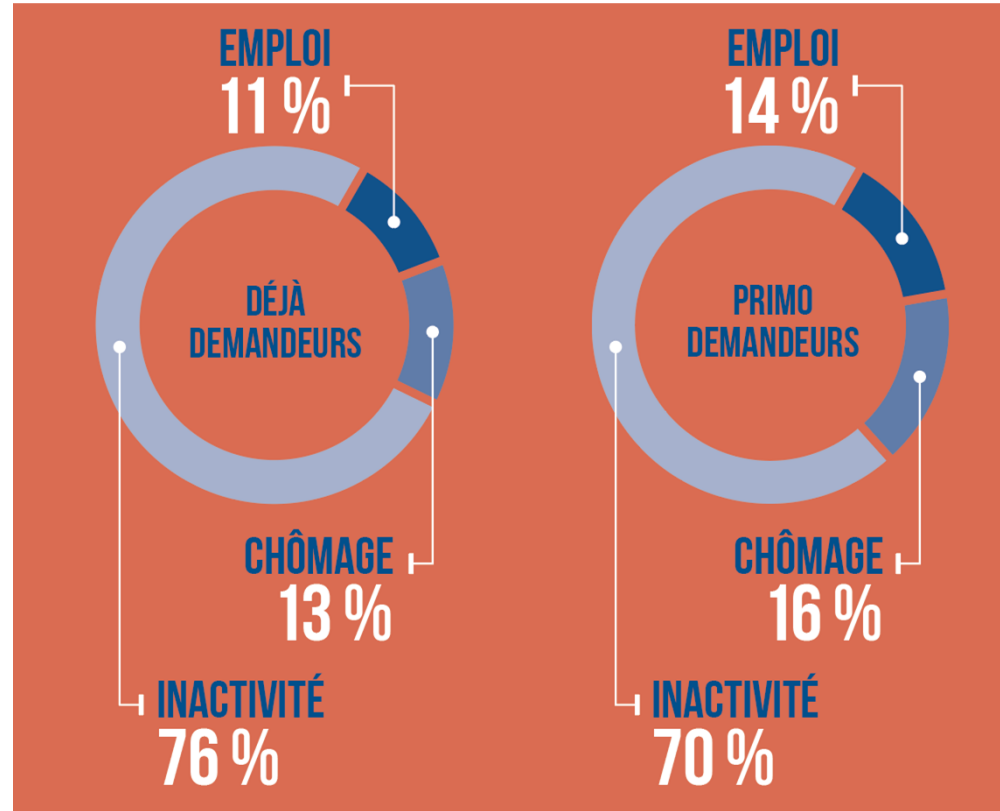
60% sont de nationalité étrangère

43% ne perçoivent pas de ressources financières



Enquête alimentaire, profil des répondants

Plus de personnes en activité parmi les primo demandeurs

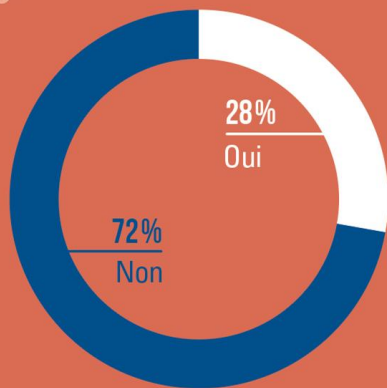




Choc du confinement sur les budgets

3 ménages sur 10 ont subi une perte de revenus, principalement liés au travail
6 ménages sur 10 ont vu leur dépenses augmenter du fait de la fermeture des cantines scolaire

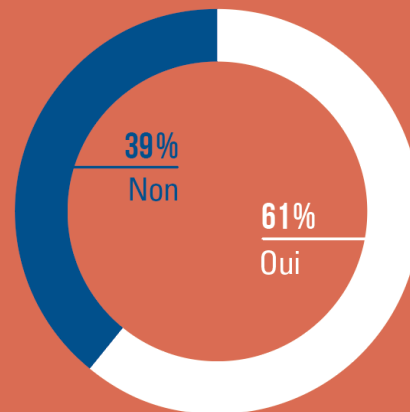
PERTE DE REVENUS PENDANT LE CONFINEMENT DU PRINTEMPS 2020



80%

... liés au travail

IMPACT DES FERMETURES DES CANTINES SCOLAIRES SUR LE BUDGET DES MÉNAGES





Insécurité alimentaire

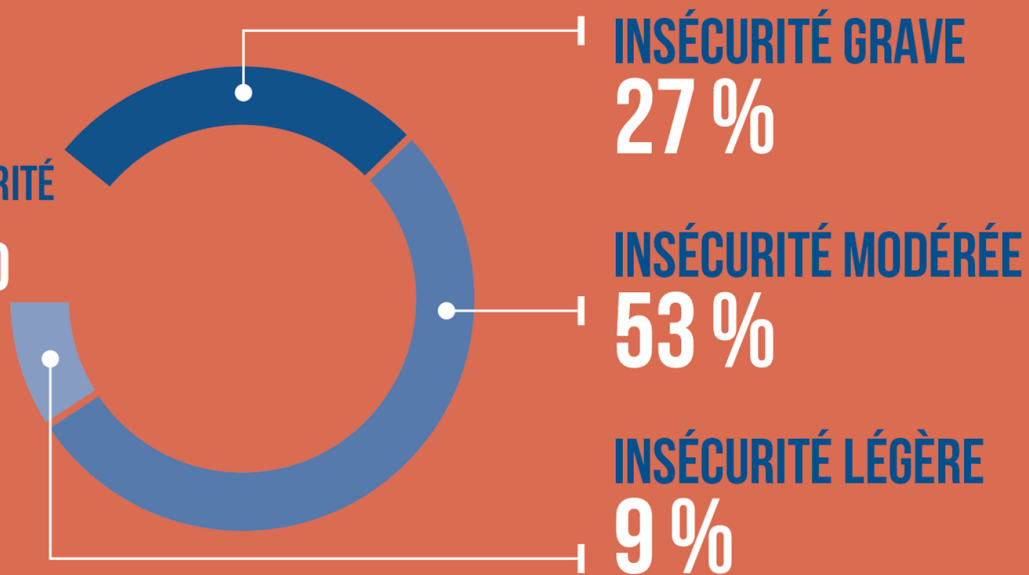
9 ménages sur 10 en situation d'insécurité alimentaire: des inquiétudes aux privations lourdes



27 %

DES MÉNAGES NE MANGENT PAS PENDANT UNE JOURNÉE ENTIÈRE OU D'AVANTAGE, DE MANIÈRE RÉGULIÈRE

PAS D'INSÉCURITÉ
11 %





Préoccupations par rapport à la santé

83% des répondants se disent préoccupés des effets de leur alimentation sur leur santé

La moitié pointe les difficultés financières empêchant d'y faire davantage attention



**PRÉOCCUPÉ
ET FAIT ATTENTION**

32 %



**PRÉOCCUPÉ MAIS
PROBLÈMES FINANCIERS**

50 %



**PAS
PRÉOCCUPÉ**

17 %



Les points clés sur l'alimentation

- Augmentation des demandes en 2020, et **l'insécurité alimentaire perdue en 2021**
- **Des conséquences en termes de santé**, dont les personnes sont inquiètes. Représentation d'impuissance pour raisons financières
- On sait par ailleurs les conséquences en termes d'isolement et ruptures sociales : **l'alimentation est une affaire de lien social**
- Capacités de **mobilité et disponibilité** de l'offre là où habitent les personnes sont aussi des facteurs de précarité alimentaire
- **La question des revenus est prépondérante**



Les recommandations du Secours Catholique ?



Nos propositions pour des conditions d'existence dignes (1/2)

- **Mise en place d'un revenu minimum garanti** : pour tous les habitants en situation régulière, à partir de 18 ans, sous conditions de ressources. Fixé à 50 % du niveau de vie médian (919 euros en 2019), accessible le plus automatiquement possible.
- Accès à un logement décent pour toutes et tous
- Accès à l'emploi des plus éloignés du marché du travail
- Régularisation large des personnes migrantes ayant entamé leur insertion
- Réduction du non-recours aux droits sociaux



Nos propositions dans la perspective du droit à l'alimentation. Permettre aux personnes de se nourrir dans la dignité.(2/2)

Mener de front la lutte contre la pauvreté et la transition écologique des systèmes alimentaires et agricoles.

Nous appelons donc à agir **pour des territoires sans précarité alimentaire**, où :

- les personnes ont **les moyens d'accéder à une alimentation de qualité** ! (cf nos propositions sur les conditions d'existence dignes.)
- On trouve une **offre durable et de qualité disponible et accessible!**
- **Les personnes en situation de précarité sont réellement parties prenantes des décisions sur notre alimentation.** Par leur implication dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques de lutte contre la précarité alimentaire, avec une gouvernance de la transition alimentaire inclusive, à toutes les échelles territoriales pertinentes, avec les personnes en situation de précarité.